

G 139.309 ✓

FRANCE-ALLEMAGNE 1962

par THEO M. LOCH

LE 8 juillet 1962 a été réparée à Reims une tragique erreur de l'histoire européenne celle de l' « antagonisme fondamental entre Allemands et Français », la théorie suivant laquelle il existe entre les deux peuples une hostilité naturelle, tantôt latente, tantôt ouverte, que l'Europe doit accepter comme son destin politique.

N'est-il pas présomptueux de célébrer dans la « journée de Reims » la conclusion d'une histoire millénaire dont la continuité n'apparaît pas absolue et fait souvent l'objet de jugements erronés ? Pouvons-nous célébrer dans le 8 juillet la journée du triomphe de l'amitié franco-allemande, comme si cette amitié nous était tombée du ciel ?

Que s'est-il passé à Reims ? Au camp de Mourmelon, le chancelier Adenauer et le général de Gaulle ont salué les couleurs françaises et allemandes. Ils ont entendu retentir les accents de la Marseillaise et de l'hymne national allemand. Côte à côte, ils ont regardé défiler les paras français et les « Panzergrenadiere » allemands, les blindés et véhicules de combat français et allemands, qui descendaient le flanc d'une colline sablonneuse pour venir saluer le chef de l'Etat français et le chancelier allemand. Tous deux, le général français et le chancelier allemand, passèrent devant un nombre infini de rangées de tombes aux croix de bois blanchies, celles de soldats français et allemands, avant de se rendre à la cathédrale de Reims. Là, ils s'agenouillèrent côte à côte devant l'autel. Et les accents du Te Deum retentirent dans la cathédrale gothique où Jeanne d'Arc avait fait sacrer son roi.

La « journée de Reims » a été marquée par un cérémonial

symbolique. Le général de Gaulle a employé à cette fin tous les symboles de l'Etat national : hymnes et drapeaux, honneurs militaires et allégresse du peuple.

Depuis quelques années — depuis que Robert Schuman a proposé la fusion des industries minières européennes, Allemands et Français ont coutume de coopérer dans la sphère réaliste de la politique d'intégration européenne. A Strasbourg, à Luxembourg et à Bruxelles leur amitié — une amitié dépourvue d'emphase — s'est depuis longtemps élaborée. A juste titre, ces Français et ces Allemands ont estimé qu'il n'était pas besoin de fanions et de drapeaux, de réceptions officielles et encore moins de parades d'unités blindées pour porter témoignage de l'achèvement du chapitre sanglant de l'inimitié franco-allemande. Et dans le cadre des Etats-Majors de l'OTAN, officiers français et allemands se penchent depuis des années, côte à côte avec leurs collègues anglo-saxons, italiens et scandinaves, sur les plans de défense pour la liberté de l'Europe.

Dans la perspective de l'OTAN et de la CEE, la journée de Reims apparaît donc comme une manifestation périmée. A l'OTAN comme à la CEE, en effet, on ne pense plus suivant les dimensions de deux Etats, mais en fonction des critères de six ou dix pays résolus à unir leurs économies, ou encore de seize nations désireuses de constituer un front de défense commun. Cette tâche s'accomplit dans l'atmosphère glaciale de la technocratie moderne. Pour le général de Gaulle — comme du reste pour le chancelier Adenauer — il est inconcevable que semblable atmosphère permette l'épanouissement de ces impulsions sentimentales qui sont indispensables pour réaliser la fusion de deux Etats ou même davantage. Aussi le général de Gaulle a-t-il ouvert ce nouveau chapitre de la coopération franco-allemande en employant l'arsenal du passé : parades militaires, garde d'honneur, drapeaux nationaux. A ses yeux, rien n'était possible sans la présence de ces symboles. C'est grâce à eux seulement que, dans l'esprit du général de Gaulle, l'amitié entre les deux peuples pouvait quitter la sphère abstraite de la politique pour prendre un caractère vivant, c'est-à-dire revêtir une forme concrète dans la conscience du peuple français et du peuple allemand. Voilà ce qui s'est réalisé à Reims.

Le « sentiment du peuple »

Le général de Gaulle croit au « sentiment du peuple ». La conscience de sa mission historique exige un gouvernement

fondé sur le plébiscite. Mais ce faisant, il ne parvient pas toujours à échapper à l'isolement dans lequel risque de tomber tout souverain qui recherche « le peuple » comme partenaire direct. Jamais les mesures de sécurité n'ont été aussi sévères et rigoureuses que sous le gouvernement de Gaulle. Le chancelier Adenauer, lui aussi, a été entouré des mêmes mesures de prudence durant son voyage en France. Aussi un vide demeurait-il, en dépit de toutes les ovations dont il était l'objet. La distance était bien marquée...

Le général de Gaulle a coutume de voir au-delà de cette distance. Après la messe célébrée en la cathédrale de Reims, il a déclaré : « Pour vivifier la coopération directe de la France et de l'Allemagne, fait historique qui prend place parmi les plus importants de ceux dont est pétri le monde, rien ne serait évidemment possible sans l'impulsion et l'action de nos deux gouvernements. » Et avec une assurance troublante, il ajoutait : « Mais l'élément essentiel, la chance féconde, la part divine de cette immense entreprise, c'est le sentiment des deux peuples. Tout se passe et tout se décide dans leur instinct, leur cœur et leur raison. »

On ne saurait négliger cette phrase du général de Gaulle. Elle permet de comprendre la personnalité de l'homme qui, à l'heure actuelle, gouverne la France de façon souveraine, et serait blasphématoire si son auteur n'était un homme aux convictions religieuses profondes.

L'appel lancé par le chef de l'Etat français au « sentiment du peuple » — entreprise dans laquelle des hommes politiques plus jeunes verraient une expérience à la fois dangereuse et inutile — a rencontré un profond écho, même auprès de la jeune et moyenne génération. « Voyez-vous, je travaille depuis quinze ans à l'entente franco-allemande », me disait, au retour de Mourmelon, un diplomate français qui a vécu de très près les répercussions les plus atroces de la seconde guerre mondiale. « Eh bien, ce qui m'a frappé ce matin, c'est de voir, en cette ville de Reims où je suis né, le drapeau français et le drapeau allemand flotter côte à côte à la fenêtre de maisons dont je connais les habitants depuis mon enfance, et dont je sais ce qu'ils pensaient de l'Allemagne : alors j'ai eu l'impression que l'amitié franco-allemande devenait une réalité. »

Le général de Gaulle a mis fin de façon symbolique à l'inimitié franco-allemande. Mais il n'a pas préparé cette issue. Elle a été aussi bien l'œuvre de personnalités politiques de tous les partis, qui ont, sous la IV^e République, amorcé l'orientation européenne de la politique française, que celle de nom-

breuses municipalités et de leurs maires, ou encore des institutions et organismes créés des deux côtés du Rhin et qui, avec patience, ont démolé pierre à pierre les obstacles s'opposant dans chaque pays à la bonne entente franco-allemande.

Mais si le chef de l'Etat français a pu faire de la journée de Reims une manifestation solennelle, c'est aussi parce que depuis de longues années déjà, il a préconisé et commencé de réaliser la coopération franco-allemande. En 1934, elle n'était encore pour lui qu'une vision très vague, un rêve presque illusoire. Dans son ouvrage sur *L'armée de métier*, il semble considérer les guerres franco-allemandes comme inévitables. Mais dès avant 1939, il laisse entrevoir de façon voilée la possibilité d'une réconciliation entre les deux pays.

Les étapes de l'entente

C'est en 1945 que le général de Gaulle, parlant à Coblençe devant les représentants de l'administration civile allemande, fait état de sa nouvelle optique. Les blessures se cicatriseront, déclare-t-il, et tout laisse à penser que la France et l'Allemagne, désormais, se rapprocheront plutôt qu'elles ne s'affrontent.

La seconde étape se situe en février 1947. A Lille, le général de Gaulle souligne que l'on risque de laisser passer une occasion historique de ramener le peuple allemand dans le concert des nations européennes libres, et de négliger peut-être ainsi la dernière possibilité de réaliser l'unité européenne. Ces pensées ne répondent-elles pas à celles que le général de Gaulle a formulées au cours de la réception solennelle donnée en l'honneur du chancelier Adenauer lors de son voyage en France ?

De même, la déclaration faite par le général de Gaulle en septembre 1949 pourrait s'insérer dans le communiqué publié à la suite des entretiens politiques de Paris. Il y fait en effet allusion à la nécessité d'une entente sincère et directe entre les deux pays, si l'on veut un jour construire une Europe unie, et y affirme sa confiance dans la personne du chancelier Adenauer.

Pour comprendre la politique poursuivie par le général de Gaulle, il faut se souvenir de la ténacité avec laquelle il s'attache à un objectif qu'il a reconnu juste et adéquat. Aussi est-il fidèle, aujourd'hui encore, à la conception d'une entente franco-allemande réalisée sans intermédiaires, d'une amitié directe et étroite entre les deux peuples, sans l'immixtion d'autres nations européennes ni des USA.

Pour le chancelier Adenauer aussi, le cycle s'est fermé à Reims. Aujourd'hui, on a presque oublié qu'il y a plus de dix ans, il a préconisé l'union politique entre la France et la République fédérale, qui devait, selon lui, constituer la cellule première de l'unité européenne. On a presque oublié aussi que depuis la fin de la première guerre mondiale, il a travaillé inlassablement à la réconciliation franco-allemande, ce qui lui a valu d'être taxé de « partisan du séparatisme » (encore une de ces légendes politiques qui ont la vie dure !)

Lors de son voyage à travers les provinces françaises, à Rouen et à Bordeaux, le chancelier Adenauer a rappelé ses efforts en vue de l'entente franco-allemande. C'est dans la politique française que son activité a récolté la gratitude que lui refuse parfois la vie politique quotidienne en République fédérale.

L'entente, manifestée par de nombreux symboles, que le chancelier Adenauer et le général de Gaulle ont conclue dans les premiers jours de juillet au nom de leurs peuples respectifs, ne sera possible, dans l'esprit du chancelier allemand, que si l'on fait appel au sentiment du peuple. Non seulement le chancelier Adenauer a manifesté sa sympathie à l'égard du peuple français — à Paris il a déclaré qu'il resterait volontiers dans la capitale française, car il n'y avait pas d'ennemis — mais encore il a souligné en toute occasion son amitié pour le général de Gaulle. Aux yeux du chancelier Adenauer, cette amitié n'est pas seulement le résultat d'un froid calcul politique. Elle est surtout celui de la première rencontre personnelle — qui eut lieu à Colombey — entre deux personnalités énergiques et dotées d'une grande influence politique, qui ont su faire aboutir l'identité de leurs conceptions à des relations de sincère amitié.

Mais en dépit des efforts du général de Gaulle et du chancelier Adenauer, le resserrement des liens entre la France et l'Allemagne n'aurait pas été possible si la France elle-même n'avait pas eu le courage de regarder en face son passé et les sacrifices consentis. Si elle avait voulu ignorer les souffrances que lui ont apporté deux guerres en l'espace d'un siècle, toute tentative de surmonter le passé aurait abouti à un échec. Aussi la véritable importance historique de la journée de Reims et de la semaine qui l'a précédée, réside-t-elle dans l'heureuse issue de cette tentative.

Lorsque le chancelier Adenauer a fait son entrée dans la grande salle de l'Hôtel de Ville de Paris, son regard s'est posé sur un gigantesque aigle doré, que drapaient les couleurs nationales françaises. Pour les Français venus à cette réception en l'honneur du chancelier fédéral, cet aigle ne pouvait que

rappeler la guerre et la Résistance, l'oppression et la mort. Pourtant les conseillers municipaux de Paris n'ont pas craint de s'engager dans cette voie dangereuse (mais seule possible) qui mène du passé au présent. C'est là une voie qui exige de chacun des partenaires tact et loyauté.

Dans quelle mesure cette heureuse réconciliation franco-allemande offre-t-elle, sur le plan politique, la possibilité de supprimer les obstacles qui s'opposent encore à l'unité européenne ?

Si cette unité ne saurait se réaliser sans impulsions franco-allemandes, elle ne pourra pas davantage être l'œuvre exclusive des deux nations voisines. Aussi toute tentative de détacher l'entente franco-allemande du contexte de l'évolution générale de l'Europe, ou de l'isoler de l'étroite coopération avec les autres Etats européens, ne saurait-elle qu'aboutir à une erreur. Pour ces raisons, déjà, il est faux d'employer des formules telles que l'« axe Bonn-Paris » ou l'« Entente franco-allemande », parce qu'elles ne correspondent pas à la réalité.

L'histoire a établi des liens aussi étroits entre la France et les USA, qu'entre la France et la Grande-Bretagne. Le dialogue politique franco-américain n'a jamais été interrompu. Même s'il emploie parfois des formules un peu particulières, il peut tout au plus se transformer provisoirement en un amour-haine, mais jamais en une véritable aversion.

Problèmes et obstacles

Les relations entre la France et la Grande-Bretagne reposent de même sur de solides fondements historiques. Nulle suspicion passagère ne peut les ébranler sérieusement. Au cours de ces derniers mois, la politique française a reconnu de plus en plus clairement qu'une politique européenne constructive est possible avec la République fédérale. Mais c'est seulement avec la Grande-Bretagne qu'une politique mondiale peut être poursuivie.

Une coopération dynamique entre les nations européennes et les USA, dans le sens de la communauté atlantique préconisée par le président Kennedy, a besoin, pour être réalisée, de l'appui d'une France consciente d'elle-même et membre de toutes les communautés européennes. C'est presque un paradoxe de l'histoire européenne d'après-guerre, que ce soit précisément la IV^e République, tant honnie et critiquée pour ses omissions et négligences, qui ait jeté les fondements à l'aide desquels le général de Gaulle a pu réveiller la conscience de soi de la nation française. Mais les fondements de la confiance en soi

de la France ne résident pas uniquement, comme semble le penser parfois le général de Gaulle, dans la puissance militaire. Ils résident dans la restructuration de l'économie française et l'aptitude d'une large élite d'économistes, de savants et de techniciens à résoudre les problèmes nouveaux résultant de ces modifications structurelles.

L'Allemagne n'a pas encore compris quelles transformations se sont produites en France, parce qu'il lui est extrêmement difficile de se débarrasser des clichés traditionnels. Un pays essentiellement importateur est devenu un grand exportateur. Le taux de la natalité est redevenu très important, et le chiffre de la population s'accroît. A la place de l'indolence et du laisser-aller, nous voyons l'industrie et l'économie française exploiter les chances que leur offre le Marché commun européen.

Même si le général de Gaulle, des hauteurs de sa mission historique, semble parfois ne penser qu'en fonction de la gloire de la France, il est beaucoup trop intelligent pour s'opposer à cette heureuse évolution. Même si les problèmes économiques lui demeurent étrangers, il ne tentera pas d'y apporter des changements néfastes.

Cet espoir, qui est largement répandu dans la République fédérale, ne signifie pas que la volonté des Européens français de défendre les communautés européennes déjà existantes ne soit pas sincère. Si le général de Gaulle est susceptible de se laisser influencer, ce ne sera que par des réalités et le poids de sa propre signature. Or, cette signature, il l'a apposée au bas de la Déclaration de Bonn de 1961. Dans cette déclaration, les chefs de gouvernements des six pays du Marché commun s'engagent à fixer les statuts d'une politique commune en matières de défense et de politique étrangère. Les récentes vicissitudes auxquelles a donné lieu l'union européenne, si souvent citée, sont dues à l'incapacité des partenaires de tomber d'accord sur les objectifs et les méthodes à employer.

Il est apparu clairement que la voie de l'unité politique européenne ne peut pas passer par les principes dogmatiques de la politique d'intégration européenne, parce que le général de Gaulle n'est pas disposé à reconnaître ces dogmes. Mais en même temps, l'unité politique européenne ne peut être réalisée que si les communautés européennes déjà existantes demeurent intactes, et si la coopération future s'oriente vers la réalisation de la communauté politique.

S'il n'accepte pas ces conditions, le général de Gaulle ne trouvera pas de partenaires. Les négociations politiques entre

le chancelier Adenauer et le chef de l'Etat français ont démontré que même le général de Gaulle a pris conscience de la nécessité d'une coopération. Le terme dangereux et inutile d' « identité de vues franco-allemandes », qui rend inutile toute discussion avec les autres partenaires européens, n'a pas été prononcé cette fois-ci. S'il ne l'avait pas été en février 1961, bien des difficultés auraient été épargnées à l'Europe.

A l'heure actuelle — comme l'ont encore montré les entretiens de Paris — ni la France ni la République fédérale n'entravent l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. Le général de Gaulle et la France auront besoin un jour de l'appui britannique, s'ils veulent un jour réaliser les conceptions françaises sur l'armement atomique de l'Europe. Et la République fédérale ne pourra pas être exclue de cette politique européenne de défense nucléaire.

Il en est de même pour la Grande-Bretagne en matière de coopération politique en Europe. C'est en effet pour des motifs d'ordre non seulement économique, mais aussi politique, que l'Angleterre désire pouvoir exercer une influence sur le continent européen, au sein d'une nouvelle communauté.

Si la coopération franco-allemande, qui a trouvé dans la journée de Reims un fondement indispensable sur le plan historique, donne naissance, plus rapidement que ne l'escompte la Grande-Bretagne, à une communauté politique, nul ne peut imaginer que les faits accomplis empêcheront l'Angleterre d'adhérer à cette Europe nouvelle. Cette conviction donne à la coopération franco-allemande avec leurs autres partenaires de la CEE la liberté d'action indispensable pour élaborer des solutions constructives.

Au cours des années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, les ruses de l'histoire ont déjà rendu à l'Europe maint service appréciable. Elles n'abandonneront pas non plus cette Europe nouvelle, si les hommes d'Etat et les peuples sont disposés à tirer des erreurs passées les leçons qui s'imposent.